

## Déclaration du Syndicat des travailleurs/euses de la Compagnie de bus de Téhéran et de sa banlieue (VAHED)



### Halte aux exécutions !

Notre pays étouffe sous le poids de crises économiques dévastatrices, d'une inflation galopante, de l'effondrement de la valeur du rial (la devise iranienne), de l'agression militaire des États-Unis et d'Israël, de la poursuite d'une guerre dévastatrice, des sanctions économiques, d'une répression sévère et généralisée et de politiques bellicistes.

Simultanément, les dirigeants de la République islamique répondent une fois encore aux revendications du peuple — du pain, du travail, la justice, la liberté et la dignité humaine — par le plus violent des instruments de peur et d'intimidation : la potence.

Le Syndicat des travailleurs/euses de la Compagnie des autobus de Téhéran et de sa banlieue, ainsi que les organisations syndicales indépendantes d'Iran et du monde entier, s'opposent catégoriquement à la peine de mort, quels qu'en soient le prétexte, l'accusation ou les circonstances, sans aucune exception.

La peine de mort n'est pas un instrument de justice : c'est une arme de répression structurelle et organisée, destinée à semer la peur, à paralyser les mouvements sociaux et à étouffer les organisations citoyennes indépendantes. Qu'elle soit invoquée au nom de la « sécurité nationale », sous des accusations telles que le « moharebeh » (inimitié envers Dieu), ou encore la multiplication des exécutions en temps de guerre, la peine de mort vise directement à faire taire la voix d'un peuple opprimé, qui ne supporte plus la pauvreté et le déni de ses droits.

Nous, travailleuses et travailleurs, avons appris que lorsque l'échafaud est dressé, ce sont avant tout les travailleurs et travailleuses, les dissident.es politiques, les communautés marginalisées, les jeunes qui se soulèvent contre l'ordre établi, les défenseurs/euses des droits humains, ainsi que les victimes de la pauvreté, de la misère, de la toxicomanie et de la précarité économique et sociale, qui sont condamnés.es à la pendaison.

Les classes dirigeantes ont toujours utilisé la peine de mort comme un instrument pour réduire au silence les voix des peuples opprimés.

À l'échelle internationale, les organisations ouvrières s'opposent catégoriquement à la peine de mort et considèrent que son application aux dissident.es politiques comme aux citoyen.nes ordinaires, est un instrument de répression et d'intimidation de la société.

Par ailleurs, l'Organisation internationale du travail (OIT) reconnaît que le droit à la vie et à l'intégrité physique constitue une condition essentielle à l'exercice effectif de la liberté syndicale et des droits syndicaux.

Nous, travailleuses et travailleurs, nous opposons à la peine de mort, non seulement parce qu'elle est inhumaine et doit être abolie partout dans le monde, mais aussi parce qu'aucun.e travailleur/euse ne peut être libre sous la menace de l'exécution. Lorsque les gouvernements s'arrogent le droit de prendre des vies humaines, le droit de s'organiser, de créer des syndicats indépendants, de faire grève et de manifester perd toute sa portée.

Nous condamnons toutes les exécutions à caractère politique ainsi que les procès expéditifs et les simulacres de procès. Les accusations portées contre les prisonnier.es politiques, les militant.es sociaux/ales, les femmes, les étudiant.es, les enseignant.es, les jeunes et les travailleurs/euses mobilisé.es sont souvent fondées sur des scénarios montés de toutes pièces, notamment en période de guerre, sans même respecter les procédures judiciaires prévues par la loi.

Tout.e prisonnier.e, qu'il/elle soit politique ou non, possède des droits fondamentaux qui doivent être respectés. Or, dans notre pays, ces droits sont constamment bafoués.

Nous appelons les syndicats, les travailleurs et travailleuses des transports, les fédérations syndicales internationales et toutes les organisations de travailleurs/euses indépendantes à travers le monde à relayer notre voix et à se faire nos porte-parole.

Ensemble, exigeons un cessez-le-feu immédiat et la fin de la guerre, l'arrêt immédiat de toutes les exécutions en Iran, la libération inconditionnelle de tous et tous les syndicalistes et militant.es politiques emprisonné.es, ainsi que l'abolition pure et simple de la peine de mort.

La peine de mort doit être abolie immédiatement !

Libération immédiate de tous/toutes les prisonnier.es politiques !

Non à la guerre, aux interventions militaires, aux agressions et aux politiques bellicistes !

Pour les travailleurs et toutes celles et ceux qui vivent de leur travail, la voie à suivre est celle de l'unité et de l'organisation !

**Syndicat des travailleurs/euses de la Compagnie des bus de Téhéran et de sa banlieue (VAHED)**

**13 août 2026**

<https://www.instagram.com/vahedsyndica/>

[vsyndica@gmail.com](mailto:vsyndica@gmail.com)

<https://t.me/vahedsyndica>

@Vahed\_Syndica